

Résumé de la chronique

2024 : l'année de l'échec de nos mythes économiques

La doxa souverainiste qui a présidé à la gestion des affaires économiques nationales en 2024, s'est révélée à l'expérience, un mix de protectionnisme, d'Étatisme, de laxisme monétaire et d'illibéralisme. En un mot, un mélange particulièrement toxique d'idéologie et de dilettantisme qui a aggravé la crise économique. Le social-Étatisme a continué d'emporter la dépense publique et de ballonner la dette. Le « compter sur soi » a succombé à l'argent magique, ôté toute crédibilité à la politique monétaire et empêché l'inflation de désarmer. Le protectionnisme a étranglé l'appareil de production et aggravé la dépendance extérieure du pays. Le dirigisme s'est mué en un surcroît d'administration directe des prix et des approvisionnements qui a amplifié les dysfonctionnements de l'économie. L'Étatisme s'est révélé insoucieux de l'avenir. L'illibéralisme a écorné l'image du pays, plombé son attractivité et compromis son avenir. En un mot, un bilan économique 2024 qui témoigne que la Tunisie est sur une mauvaise pente.

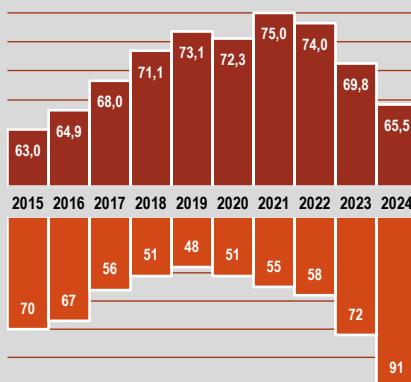
Graphique de l'année

INDICE DU PROGRÈS SOCIAL

Évolution du rang et du score mondial de la Tunisie au classement établi par l'organisation *Social Progress Imperative*

Score /100 points
Rang /170 pays

SOURCE : Graphique établi à partir des rapports annuels publiés par *Social Progress Imperative*



Les chiffres clés de l'année 2024

0,3%

40,5%

87^{ème}

La population tunisienne augmente de 0,3% en 2024

C'est le taux de croissance la plus faible que la Tunisie connaît dans son histoire. Avant la pandémie de la Covid (2010-2019), la population tunisienne a augmenté au rythme annuel moyen de 1,03%

SOURCE : Établi à partir des données de l'INS - Tunisie

Plus de 4 jeunes Tunisiens sur dix, sont au chômage

Taux de chômage des jeunes âgés entre 15 & 24 ans. C'est, à l'exception de l'épisode de la pandémie, le taux de chômage des jeunes le plus élevé que la Tunisie ait connu

SOURCE : Chiffre du 3^{ème} trimestre 2024 fourni par l'INS - Tunisie

Rang mondial de la Tunisie au classement mondial le plus récent selon l'indice de perception de la corruption...

Classement sur 180 pays, publié en février 2024 par l'ONG Transparency International. Dans ce classement, la Tunisie recule de 2 places sur l'année et de 14 en 5 ans

SOURCE : Transparency International

3 Bilan économique 2024

3 ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL DE LA TUNISIE

En 2024, la Tunisie a pâti le ralentissement économique en Europe mais bénéficié de la baisse des prix mondiaux de produits de base

4 ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'activité économique n'est pas parvenue à repartir

5 POPULATION, MARCHÉ DU TRAVAIL

Le chômage demeure à un niveau élevé et frappe particulièrement les jeunes

6 FINANCES PUBLIQUES

L'État de moins en moins en mesure de tenir ses engagements par manque de ressources financières extérieures

7 COMPTES EXTÉRIEURS

Une amélioration en trompe-l'œil qui recèle un essoufflement des échanges commerciaux

8 MONNAIE & FINANCEMENT

La politique monétaire a sombré dans l'illusion de la monnaie magique

9 DETTE

La dette est toujours insoutenable, l'usage qui en est fait est insupportable

10 IMAGE ET ATTRACTIVITÉ

La Tunisie a continué à dégrader son image dans le monde et à cultiver un climat des affaires qui fait fuir les investisseurs

11 Marchés : Tendances de l'année 2024

● CHANGE

Le dinar termine l'année 2024 sur une appréciation face à l'euro mais s'est déprécié face aux autres monnaies

● BOURSE DE TUNIS

Malgré un quatrième trimestre en repli, le Tunindex finit l'année sur un gain de près de 13,5%

● TAUX D'INTÉRÊT

La baisse des taux d'intérêt qui a prévalu quasiment dans tous les pays du monde, n'a pas concerné la Tunisie

● LIQUIDITÉ

Le financement direct par la BCT a atténué le refinancement des banques en 2024

● AVOIRS EN DEVISES

Les avoirs de réserve en recul en fin d'année par rapport à la même période de l'an dernier : 114 vs 119 jours

● MATIÈRES PREMIÈRES

Le prix moyen du baril de pétrole Brent ressort légèrement sous la barre des 80 dollars en 2024



2024 : l'année de l'échec de nos mythes économiques

Dans la continuité. Dans les perspectives économiques 2024 esquissées au début de l'année, j'écrivais ici, que « L'année qui commence s'annonce d'ores et déjà dans la continuité de celle qui vient de s'en aller. [...] La dynamique de rattrapage de l'économie vers son PIB pré-Covid devrait rester stoppée en 2024. L'inflation ne va pas désarmer. Les entreprises devraient continuer de lever le pied sur l'investissement. La crise des finances de l'État va s'empirer périlleusement. La politique monétaire totalement asservie aux objectifs budgétaires. Enfin, l'État tunisien va recourir à la dette comme jamais auparavant faisant courir au pays un risque sérieux de défaut souverain. ».

Un souverainisme xénophobe, Étatiste et antimondialiste. C'est ce qui a eu lieu effectivement. Contrairement à ce qui était vaguement espéré avant les élections présidentielles, l'année qui s'en va, a vu la confirmation de la doxa qui préside depuis la mi-2021, à la gestion des affaires économiques nationales. Un souverainisme xénophobe, Étatiste et antimondialiste brandi à l'origine pour servir de prétexte au refus des conditionalités du FMI, s'est mué ostensiblement en principe directeur de la politique économique tunisienne. Une doctrine qui, à l'expérience, apparaît comme un mix de protectionnisme, d'Étatisme, de laxisme monétaire et d'illibéralisme. Autant de mythologies économiques qui ont de facto, aggravé la crise économique, compromis la stabilité financière du pays, accentué sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, amplifié son retard en matière de transition numérique et énergétique et exacerbé la dégradation de son image et attractivité.

L'activité économique n'est pas repartie. Cinq ans après la pandémie de la Covid, la Tunisie n'a toujours pas renoué en 2024 avec la quantité de richesses qu'elle produisait en 2019. Il a fallu remettre le compteur de la croissance économique 2023 à zéro pour parvenir à exhiber un acquis de croissance de 1,2%. Un acquis qui est pour l'essentiel un don du ciel, qui recèle l'effondrement des industries extractives de Tunisie (phosphate, pétrole & gaz), l'empirement de sa crise immobilière, le creusement de son déclin industriel et l'essoufflement de son tourisme. Un acquis qui n'a guère permis de mettre le holà sur l'aggravation du chômage et la fuite des compétences.

Un social-étatisme à la dérive budgétaire. En dépit d'une économie qui ne fait plus de croissance, l'État tunisien a renforcé en 2024 son rôle démesuré de pompe aspirante et refoulante en dépensant plus et en taxant plus, à peu près autant que dans les pays riches de l'OCDE. En 2024, la Tunisie a dû conforter sa place de championne d'Afrique en matière de pression fiscale et sans doute, en matière de dépense publique attendue cette année à un plus haut historique : 46,4% du PIB. Une dépense emportée à la dérive par un distributivisme social à tous crins qui s'est largement accommodé d'un rabotage sur les dépenses qui aggrave la détérioration des services publics (école, hôpitaux, transports en commun, etc.) et le sacrifice de l'avenir du pays (l'investissement).

Un « compter sur soi » qui a succombé à l'argent magique et compromis la stabilité financière du pays. Surtout, une dépense financée à plus du tiers par une dette qui ne cesse de gonfler et dont le coût accapare déjà plus de la moitié des recettes fiscales. Face au resserrement de l'étau financier international, l'État tunisien a dû se rabattre en 2024 sur le marché domestique pour s'endetter. Un repli drapé de la vertu du « compter sur soi », qui a débouché sur la satellisation de jure de la Banque centrale et le détournement des financements bancaires au profit de l'État. En succombant au charme véné-

neux de la monnaie magique, la politique budgétaire a ôté toute crédibilité à la politique monétaire et empêché l'inflation de désarmer.

Un protectionnisme qui a étranglé l'économie et aggravé sa dépendance extérieure. L'autre mythe auquel la Tunisie a sacrifié son économie en 2024, est celui de la réduction de sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Un mythe mortifère qui a obligé le pays à restreindre considérablement ses achats à l'étranger. En frappant essentiellement les inputs industriels et les importations de biens alimentaires, ces restrictions ont largement contribué à brider la production et nui à la croissance. Malgré cela, jamais la Tunisie n'a jamais autant dépendu de l'extérieur pour assurer son pain quotidien et l'énergie nécessaire à la mobilité et l'éclairage de ses citoyens.

Un dirgisme paralysant. S'il y a un domaine dans lequel la Tunisie a « progressé » en 2024, c'est bien celui de l'interventionnisme économique de son État. C'est ce qu'illustrent toutes les études de benchmarking publiées cette année. De l'administration directe à l'emporte-pièce des prix à l'approvisionnement direct des marchés en passant par la consolidation de la tutelle que l'État exerce déjà sur des pans entiers de l'économie, les initiatives n'ont pas manqué en 2024 qui témoignent de la volonté de l'État d'élargir le champ de son intervention dans l'économie. Une volonté qui se fonde sur une méfiance viscérale à l'égard du secteur privé ; un tournant dans la politique économique du pays qui n'est guère étranger à la panne qui frappe l'investissement, aux fermetures de sites industriels qui se sont poursuivies cette année et aux pénuries.

Un Étatisme insoucieux de l'avenir. En se fourvoyant dans la gestion directe d'une économie qui plonge d'une crise à une autre et en sacrifiant l'investissement au tout-social, l'État tunisien a de facto sacrifié l'avenir du pays. C'est en tout cas, ce qu'illustre son recul notoire en 2024, en matière de préparation aux réseaux et de transition numérique. Une impréparation en matière d'utilisation des technologies numériques qui n'a d'équivalent que le retard qu'il ne cesse d'accumuler en matière de transition énergétique. Un retard à l'origine de l'aggravation sans précédent de son bilan énergétique en 2024. En vérité, le faible niveau de gouvernance dont souffre le pays depuis longtemps, n'a fait qu'empirer en 2024 comme l'a souligné la détérioration -plus que partout ailleurs en Afrique- de son rang au classement selon l'*index of African Governance* de la Fondation Mo Ibrahim.

Une image écornée, une attractivité saccagée. En se barrant de l'illusion qu'elle peut tourner le dos au reste du monde et en affichant un illibéralisme d'un autre âge, la Tunisie n'a fait que conforter en 2024 son image de pays repoussoir pour les investisseurs ; un pays que ses jeunes, ses compétences et ses entreprises désertent. En 2024, la Tunisie a continué de rétropédaler dans les classements mondiaux qui font son attractivité. Recul des libertés économiques illustré par la perte de 18 places au classement de l'*Heritage Foundation*. En dépit de la lutte acharnée contre la corruption, celle-ci reste endémique et continue à prospérer comme en témoigne la poursuite de son recul au classement de *Transparency International*. Le pays innove de moins de moins en moins selon l'indice mondial de l'innovation. Le tout-social qui marque la politique économique conduite depuis la mi-2021, n'a même pas contribué au progrès social si l'on en croit le recul de 19 places au classement mondial 2024 selon l'indice du progrès social établi par l'ONG, *Social Progress Imperative*. ■

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

En 2024, la Tunisie a pâti le ralentissement économique en Europe mais bénéficié de la baisse des prix mondiaux de produits de base

La croissance économique des trois pays qui concentrent 53,2% des exportations de la Tunisie, est en berne

Le taux de chômage est à un plus bas historique en zone euro ce qui a favorisé l'appel à la main-d'œuvre compétente tunisienne

La Tunisie a bénéficié en 2024 d'un alignement des astres très favorable des prix mondiaux des produits de base qu'elle importe

Le prix moyen du baril de pétrole Brent s'établit à 80,5 dollars en 2024 contre 82,8 dollars durant la même période de l'année 2023

Flambée inédite du prix mondial de l'huile d'olive en 2024 sur fond d'effondrement du prix du phosphate

L'environnement économique international de la Tunisie en 2024, essentiellement l'Europe qui absorbe près de 70% des exportations tunisiennes, ne s'est guère amélioré par rapport à 2023. La France, premier partenaire commercial de la Tunisie, est quasiment à l'arrêt en cette fin d'année 2024. L'Italie, deuxième partenaire majeur de la Tunisie, table désormais sur une croissance divisée par deux par rapport à une prévision initiale qui pourtant n'était guère optimiste (0,5% vs 1,0%). L'Allemagne est en récession. En bref, l'activité économique des trois pays qui intéressent particulièrement la Tunisie (ils ont absorbé 53,2% des ventes tunisiennes à en 2021-2023) est en berne. C'est à tel point que la BCE ne table désormais que sur une hausse de +0,7% du PIB en 2024 contre 0,8% prévu auparavant.

Mal en point, l'économie européenne est néanmoins parvenue à ramener l'inflation à des niveaux conformes aux objectifs fixés par les banques centrales : 2,4% en 2024. Le niveau d'emploi n'a jamais été aussi élevé : 6,3% en septembre en zone euro ce qui -entre autres- a favorisé l'appel à la main-d'œuvre compétente tunisienne.

Pays largement dépendant des importations pour satisfaire ses besoins de consommation en produits énergétiques et alimentaires, la Tunisie a bénéficié en 2024 d'un alignement des astres très favorable des prix mondiaux des produits de base. Ce qu'atteste l'indice global des prix des produits de base du FMI (indice qui exclut l'or) qui s'établit en fin d'année (indice du mois de novembre) en recul de 2,9% sur un an et même à son plus bas niveau depuis 2021.

Il en est de même pour les principaux produits de base qui intéressent particulièrement la Tunisie. Le prix moyen du baril de pétrole Brent s'établit à 80,5 dollars en moyenne janvier-novembre 2024 contre 82,8 dollars durant la même période de l'année 2023. Il en est de même du blé dont le prix moyen (janvier-novembre) s'est effondré de 26,7% par rapport à son niveau de 2023.

Du côté des exportations, la Tunisie a bénéficié en 2024 de la flambée inédite du prix mondial de l'huile d'olive ; un prix qui a plus que doublé par rapport à l'année 2022 passant de 4350 dollars la t/m en moyenne janvier-novembre, à 7550 dollars pour la même période de 2023 et à 9138 dollars en 2024. En revanche, le prix du phosphate s'est effondré en 2024. Il a été amputé de plus de la moitié par rapport à son niveau de l'année 2023 : 153 dollars la t/m vs 339 dollars.

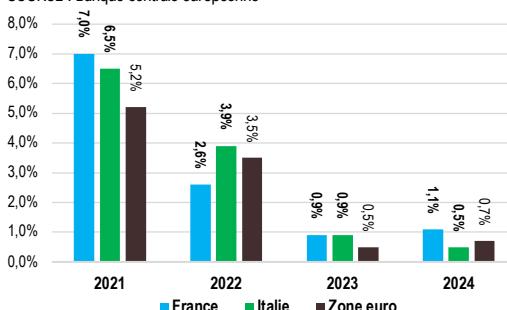
BILAN ÉCONOMIQUE 2024 | Environnement international

Chiffres clés	France	Italie	Zone euro	Algérie	Libye
Croissance du PIB en 2024	1,1%	0,5%	0,7%	1,0%	0,3%
... en 2023	0,9%	0,9%	0,5%	1,2%	9,1%
Taux d'inflation en 2024	1,5%	1,2%	1,6%	5,9%	12,2%
... en 2023	1,2%	1,1%	1,4%	5,2%	12,2%
Taux de chômage en 2024	8,7%	10,2%	7,7%	16,9%	..
... en 2023	9,0%	10,3%	7,9%	15,7%	..
Produits de base (a)	2020	2021	2022	2023	2024 (a)
Indice d'ensemble des prix	74,9	114,1	125,0	102,3	102,3
Indice des prix de l'énergie	63,7	112,4	130,9	99,6	96,5
Indice des prix de l'alimentation	105,8	122,9	129,5	120,0	116,2
Prix du pétrole (en dollars)	48,7	72,9	78,1	75,7	72,3
Prix du blé (en dollars)	251,2	327,8	311,9	255,0	229,0
Prix du phosphate brut (en dollars)	83,3	176,7	300,0	347,5	152,5
Prix de l'huile d'olive (en dollars)	1313,4	4124,9	5792,4	9468,7	8777,1

(a) _ Prix moyen du mois de décembre de l'année - Pour l'année 2024, les prix sont du mois de novembre
SOURCE : FMI & Banque Mondiale

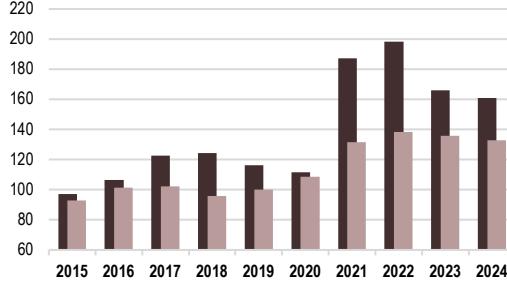
Croissance du PIB réel en zone euro et dans les pays partenaires majeurs de la Tunisie (France et Italie)

SOURCE : Banque centrale européenne



Indice du prix mondial des produits de base du FMI
Indice du prix mondial des produits alimentaires du FMI

Données du mois de novembre de l'année...
(Base 100 en 2016)



Prix mondial du baril de pétrole Brent

En dollar /baril

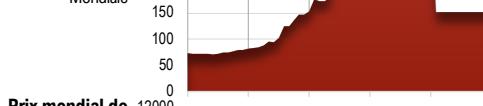
SOURCE : FMI



Prix mondial du phosphate brut

En dollar /tonne métrique

SOURCE : Banque Mondiale



Prix mondial de l'huile d'olive extra vierge

En dollar /tonne métrique

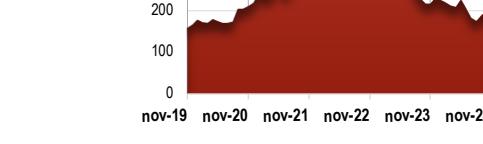
SOURCE : FMI



Prix mondial du blé

En dollar /tonne métrique

SOURCE : FMI



ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'activité économique n'est pas parvenue à repartir en 2024

La révision du PIB réel de la Tunisie depuis l'année 2021, a permis de majorer la croissance de 2024

L'acquis de croissance 2024 s'établit à 0,5% avant révision des chiffres du PIB

La croissance 2024 est due à un effet rattrapage de l'agriculture et du secteur du tourisme

La croissance 2024 a été tirée exclusivement par le moteur de la consommation

Les importations des « Autres produits de consommation » a augmenté de +15,1% par rapport à l'an dernier (chiffres arrêtés à fin novembre)

La contribution du moteur exportation a été négative au cours des 3 premiers trimestres de 2024

L'investissement public est en recul par rapport à 2023

En témoigne la croissance du PIB tunisien qui aurait déjà engrangé au cours des trois premiers trimestres de l'année, un acquis de croissance de près de 1,2%. Il s'agit en réalité, d'une croissance économique en trompe-l'œil car elle a été obtenue au prix d'une révision du PIB réel de la Tunisie depuis l'année 2021; révision qui s'est traduite statistiquement par une croissance du PIB réduite à zéro en 2023 au lieu de 0,4% précédemment et qui a valorisé la croissance en 2024. Selon les chiffres non révisés de l'INS, l'acquis de croissance 2024 s'établit à 0,5% plutôt que 1,2%.

C'est aussi une croissance économique en trompe-l'œil car elle a été obtenue essentiellement grâce à une reprise de rattrapage du secteur agricole dont la performance cette année (+10,6% sur un an au 3ème trimestre) n'a d'égal que son effondrement durant la même période de l'an dernier: -19,2%. Hormis l'activité touristique, tous les autres secteurs importants de l'économie tunisienne -particulièrement, l'industrie et la construction- ont régressé en 2024 comme l'illustre le graphique ci-contre.

Surtout, il s'agit d'une croissance tirée exclusivement par la consommation. La consommation privée a, malgré la résilience de l'inflation et les pénuries sporadiques des produits de base alimentaires, profité de la poursuite des revalorisations salariales. En témoigne la hausse des importations de biens de consommation qui, en dépit de la baisse des achats de biens alimentaires (-16,8%), ont globalement augmenté de +3,2% à fin novembre à la suite de la hausse des importations des « Autres produits de consommation » : +15,1%. La consommation publique de son côté, a aussi contribué à entretenir le moteur de la consommation. Effectivement, la dépense totale de l'État s'établit à fin septembre, en hausse de +7,8% sur un an soit, davantage que la hausse moyenne des trois dernières années : 6,3%.

Les deux autres moteurs de la croissance sont restés en panne en 2024. De l'aveu même de l'INS, la contribution des exportations a été négative au cours des 3 premiers trimestres de 2024. Il en est de même de l'investissement comme l'illustre d'une part, la quasi stagnation des importations de biens d'équipement (le taux de croissance annuel moyen ressort à 0,1% au cours des 11 mois de 2024) et, de l'autre, le recul de l'investissement public : -1,7% à fin septembre 2024 selon le rapport d'exécution du budget de l'État arrêté à fin septembre 2024.

BILAN ÉCONOMIQUE 2024 | Activité économique

	2020	2021	2022	2023	2024 (a)
Croissance du PIB (b)	-9,0%	4,7%	2,7%	0,0%	1,2%
... Agriculture	0,4%	-2,3%	1,0%	-11,0%	7,4%
... Industries non manufacturières	-7,3%	19,1%	-5,4%	-5,2%	-14,2%
... Industries manufacturières	-9,9%	7,6%	5,5%	0,5%	-0,6%
... Activités non marchandes	-4,4%	3,3%	1,4%	1,5%	0,6%
... Activités marchandes	-9,5%	5,4%	2,8%	-0,3%	1,0%
Consommation (c)	-9,8%	11,4%	21,6%	-0,7%	2,3%
Investissements (d)	18,9%	17,9%	15,2%	16,4%	16,6%
Investissements agricoles (e)	-25,6%	13,9%	11,1%	-25,1%	-20,4%
Investissements de l'État	1,5%	7,6%	2,3%	22,4%	-6,5%
IDE (f)	-29,9%	-10,6%	26,4%	22,1%	0,8%
Exportations biens & services	-21,7%	24,7%	36,5%	14,3%	1,2%

(a) _ estimation TEMA

(b) _ Variation à prix constants sur un an

(c) _ Variation des importations de biens alimentaires + Autres biens de consommation

(d) _ Importations de biens d'équipement en % des importations totales

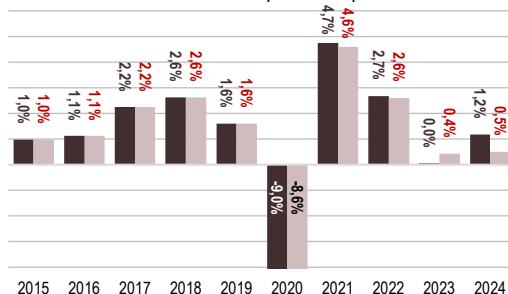
(e) _ Variation sur un an des opérations d'investissement approuvées - chiffre de 2024 arrêté à fin octobre

(f) _ Variation sur un an / Données des 3 premiers trimestres de l'année de la balance des paiements

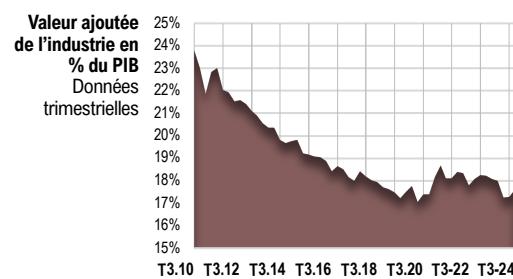
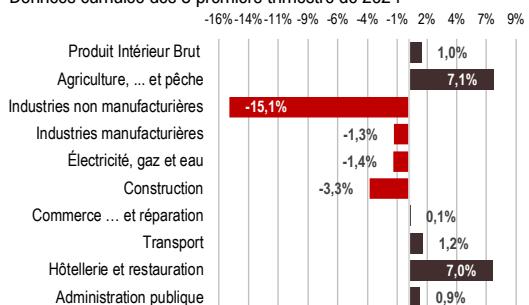
Variation annuelle du PIB réel de la Tunisie

Ancienne estimation **Nouvelle estimation 2024**

Le taux de croissance 2024 correspond à l'acquis de croissance

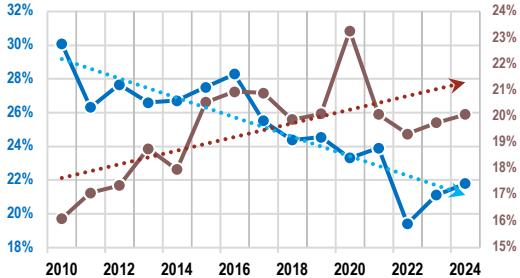
**Variation en g.a. de la valeur ajoutée d'une sélection de secteurs**

Données cumulées des 3 premiers trimestres de 2024

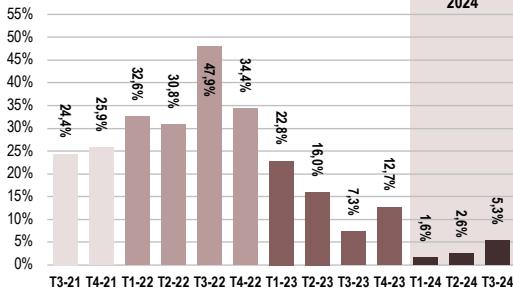
**En % des importations totales de la Tunisie :**

Biens d'équipement **Biens de consommation**

Données arrêtées à fin novembre de l'année...

**Variation en rythme annuel, des exportations de biens & services**

Données trimestrielles



POPULATION, MARCHÉ DU TRAVAIL

Le chômage demeure à un niveau élevé et frappe particulièrement les jeunes

La Tunisie est entrée de plain-pied dans l'hiver démographique

La population tunisienne vieillit ; la proportion des séniors a quasiment doublé en l'espace de 25 ans

La détérioration de l'emploi qui s'est aggravée en 2020 par la pandémie de la Covid, s'est poursuivie en 2024

L'aggravation du chômage en 2024 a particulièrement frappé les jeunes diplômés

Plus de quatre jeunes sur dix âgés entre 15 & 24 ans, sont au chômage

L'année 2024 a été marquée par la poursuite de l'exode massif de la jeunesse diplômée et des compétences

En 2024, la Tunisie est entrée de plain-pied dans l'hiver démographique. En baisse depuis la pandémie de la Covid, le taux de croissance de la population tunisienne a atterri en 2024, à un plus bas historique : 0,31% après 1,02% en moyenne durant les 5 années prépandémiques (2015-2019). La Tunisie comptait en janvier 2024, 11,887 millions d'habitants et sa population augmente depuis 2022 de près de 42 mille personnes en moyenne par an (37200 en 2024) contre 115 mille personnes en moyenne 2015-2019. Une évolution qui signe le vieillissement de la population et par voie de conséquence, la diminution de la population en âge de travailler qui ralentit la dynamique économique. Selon les données de l'INS, 10,4% de la population tunisienne est âgée de plus de 65 ans en 2021; un chiffre qui, compte tenu de la croissance de la tranche d'âge des « plus de 65 ans », devrait s'établir à près de 12% en 2024. Une proportion des séniors qui quasiment doublé en l'espace de 25 ans: 6,2% en 2000.

La détérioration de l'emploi qui s'est aggravée en 2020 par la pandémie de la Covid, s'est poursuivie en 2024. Le nombre de Tunisiens au chômage s'établit au terme du troisième trimestre à 667200 soit, si l'on exclut la période marquée par le confinement induit par la Covid, l'effectif le plus élevé qu'aït connu la Tunisie dans son histoire récente. La baisse providentielle du nombre de femmes arrivées sur le marché de l'emploi (la population active a augmenté pour les hommes mais diminué pour les femmes) n'a même pas permis de stabiliser le taux de chômage national au même niveau qu'il y a juste un an : 16,0% contre 15,8% au troisième trimestre 2023.

L'aggravation du chômage a particulièrement frappé en 2024, les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur dont le taux de chômage s'établit au terme du 3ème trimestre, à 25,0% contre 24,6% à la même date de 2023. Les jeunes âgés entre 15 et 24 ans ont été également impactés par l'aggravation du chômage. Plus de quatre jeunes sur dix sont au chômage : 40,5% vs 39,1% en 2023 (chiffres du 3ème trimestre de l'année).

L'année a été enfin marquée par la poursuite de l'exode de la jeunesse diplômée et des compétences. Les informations disponibles indiquent que l'exportation des médecins, ingénieurs et autres compétences, ne s'est guère modérée en 2024. L'initiative législative visant à faire payer les diplômés qui veulent partir à l'étranger, indique que le phénomène a pris de l'ampleur en 2024.

BILAN ÉCONOMIQUE 2024 | Population, marché du travail

	2020	2021	2022	2023	2024 (a)
Population (b)	11,688	11,764	11,804	11,850	11,887
Taux de croissance	0,87%	0,64%	0,34%	0,40%	0,31%
Population en âge d'activité (c)	7 687,5	7 707,1	7 734,8	7 828,2	8 018,3
Taux d'emploi (d)	45,3%	44,4%	44,4%	43,7%	43,5%
Population active (e)	4 174,5	4 156,7	4 065,7	4 072,5	4 156,8
Dont, Population ayant un emploi	3 478,7	3 425,4	3 436,3	3 422,6	3 490,7
Dont, Population au chômage (f)	695,8	731,4	629,4	649,9	666,1
Taux de chômage	16,7%	17,6%	15,5%	16,0%	16,0%
... Hommes	13,8%	15,1%	13,3%	13,6%	13,5%
... Femmes	23,7%	23,2%	20,5%	21,6%	21,8%
Taux de chômage des diplômés	29,0	24,4	23,6	23,8	24,4
Taux de chômage jeunes 15-24 ans	37,2	41,2	38,1	39,1	42,0

(a) _ Estimation TEMA à partir des données relatives aux 3 premiers trimestres de l'année

(b) _ Les données sur la population sont exprimés en millions

(c) _ Population ayant un âge compris entre 15 et 65 ans - Estimation TEMA pour les années 2022-2024

(d) _ Population active occupée / Population en âge d'activité

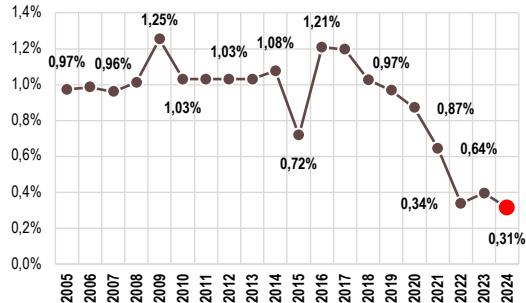
(e) _ Population occupée + Population au chômage

(f) _ Milliers

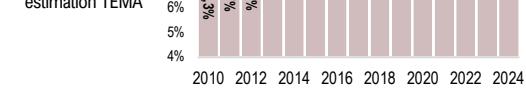
SOURCE : INS - Tunisie

Croissance de la population tunisienne

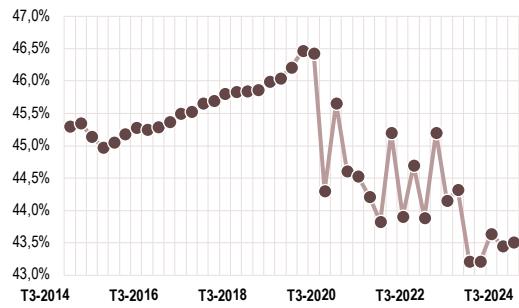
Données annuelles

**Population des séniors (Plus de 65 ans) en % de la population totale**

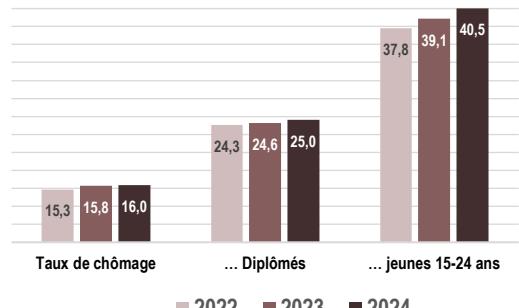
Les chiffres des années 2022-2024 sont des estimation TEMA

**Taux d'emploi (Population active occupée / Population en âge d'activité)**

Données trimestrielles

**Taux de chômage : évolution en 2022-2024**

Données du 3ème trimestre de l'année



FINANCES PUBLIQUES

L'État de moins en moins en mesure d'assumer ses fonctions par manque de ressources financières extérieures

Le taux de réalisation des recettes fiscales en 2024 est le plus faible des 5 dernières années

Le plafonnement des recettes fiscales a astreint l'État au recours à la dette

Sur les 16,5 milliards de dinars qu'il prévoyait d'emprunter à l'extérieur, l'État n'a pu concrétiser en 9 mois, que moins de 2 milliards

Les économies sur les dépenses ont surtout porté sur les services publics (écoles, hôpitaux, transports collectifs, etc.) et sur l'investissement

Les dépenses totales de l'État ont continué d'enfler en 2024

Les salaires, subventions et autres transferts sociaux devraient accaparer cette année plus des trois-quarts des dépenses budgétaires

En 2024, l'État tunisien s'est heurté aux limites d'une politique fondée sur le « compter sur soi » qui a abouti de facto à un usage extensif de la matraque fiscale. Malgré les hausses successives des taux d'imposition et la fougue du recouvrement, l'État n'a pu engranger au terme des 9 premiers mois de l'année, que 70,8% (pour un taux théorique de 75% et 75,3% en moyenne 2015-2019) des recettes fiscales escomptées soit, le taux de réalisation le plus faible des 5 dernières années. Le plafonnement des recettes fiscales consécutif à la stagnation économique a astreint l'État au recours à la dette. Sur les 28,4 MMDT qu'il prévoit d'emprunter en 2024, il n'a pu réaliser au terme des 9 premiers mois de l'année, que 17,5 MMDT en raison du tarissement des ressources extérieures (moins de 2 MMDT d'emprunts extérieurs contractés contre une prévision de 16,5 MMDT). D'où, un recours au marché domestique qui a suscité une création monétaire débridée.

Faute de ressources, l'État a du faire flèche de tout bois pour faire des économies et pour reporter autant que possible, certaines dépenses. Sur les 60 milliards de dépenses prévues dans le projet budgétaire 2024, il n'a déboursé effectivement au terme des trois-quarts de l'année, qu'une grosse moitié : 34 milliards environ soit, un taux de réalisation effectif inférieur à 58%. Des économies qui ont porté aussi bien sur les dépenses destinées à assurer le fonctionnement ordinaire des services publics (écoles, hôpitaux, transports collectifs, etc.) que sur les dépenses d'investissement qui s'établissent à fin septembre, en recul de 1,7% par rapport à l'an dernier.

Malgré cela, les dépenses totales de l'État ont continué d'enfler et devraient atteindre cette année un plus haut historique à 46,4% du PIB après 46,0% en 2023 et 41,3% en moyenne 2019-2023. Une enflure imputable essentiellement aux dépenses sociales : les salaires, subventions et autres transferts sociaux devraient accaparer cette année plus des trois-quarts des dépenses budgétaires de l'État cette année (75,2% en moyenne 2019-2023). Quant au déficit budgétaire, il est attendu à hauteur de 6,4% du PIB cette année, sans doute davantage au vu des déficits enregistrés au cours des 5 dernières années : 7,2% du PIB.

BILAN ÉCONOMIQUE 2024 | Finances publiques

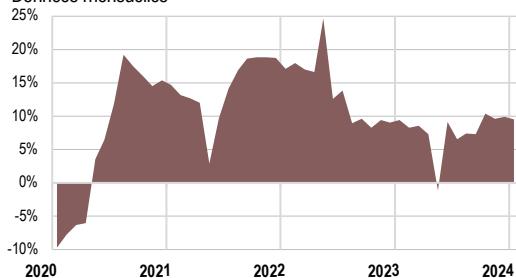
	En Millions dinars	2022	2023 (a)	2024 (a)	Δ 2024/23	Δ 2023/22
Recettes fiscales	35 448	38 047	47 311	24,3%	7,3%	
Recettes non fiscales	4 166	4 484	4 340	-3,2%	7,6%	
RESSOURCES TOTALES DE L'ÉTAT	60 663	69 291	75 699	9,2%	14,2%	
Dépenses salariales	21 125	21 608	22 531	4,3%	2,3%	
Dépenses de gestion	2 152	2 458	2 538	3,3%	14,2%	
Dépenses d'intervention & transferts	17 931	18 271	19 596	7,3%	1,9%	
Dont, SUBVENTIONS	11 999	11 475	11 337	-1,2%	-4,4%	
Intérêts de la dette	4 663	5 831	6 375	9,3%	25,0%	
Dépenses d'investissement	4 611	5 624	5 274	-6,2%	22,0%	
DÉPENSES TOTALES DE L'ÉTAT	60 663	69 291	75 699	9,2%	14,2%	
Emprunts intérieurs	10 503	13 245	23 198	75,1%	26,1%	
Emprunts extérieurs	7 778	5 825	4 990	-14,3%	-25,1%	
TOTAL EMPRUNTS	18 280	19 070	28 188	47,8%	4,3%	
Dette intérieure de l'État	48 273	59 797	73 806	23,4%	23,9%	
Dette extérieure de l'État	66 518	66 874	62 876	-6,0%	0,5%	
DETTE TOTALE DE L'ÉTAT	114 791	126 672	136 682	7,9%	10,4%	
	En % du PIB	2020	2021	2022	2023 (a)	2024 (a)
Déficit budgétaire	-9,4	-7,6	-8,0	-7,5	-6,4	
Recettes fiscales	22,7	23,2	25,6	25,2	25,9	
Dépenses totales de l'État (b)	40,4	42,1	43,8	46,0	46,4	
Dépenses salariales	16,1	15,4	15,3	14,3	13,8	
Intérêts dette en % dépenses courantes	9,1%	8,5%	9,2%	10,8%	11,2%	

(a) _ Données les plus récentes publiées dans le projet budgétaire 2025

(b) _ Y compris les dépenses au titre du remboursement du principal de la dette

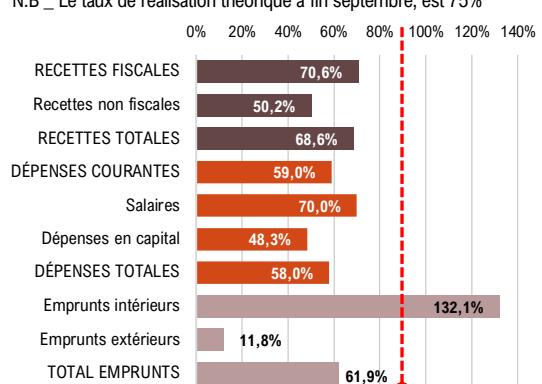
Recettes fiscales : variation en glissement annuel

Données mensuelles



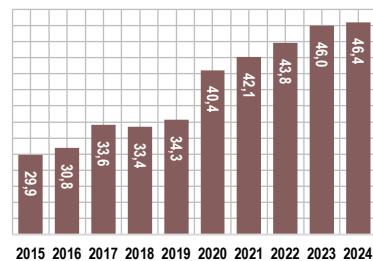
Taux de réalisation effectif à fin septembre 2024, des principales masses budgétaires

N.B _ Le taux de réalisation théorique à fin septembre, est 75%



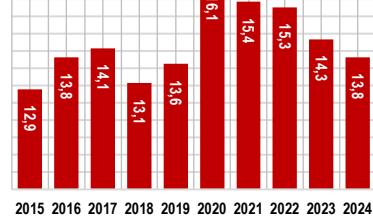
Dépenses totales de l'État en % du PIB

Le chiffre de l'année 2024 est provisoire

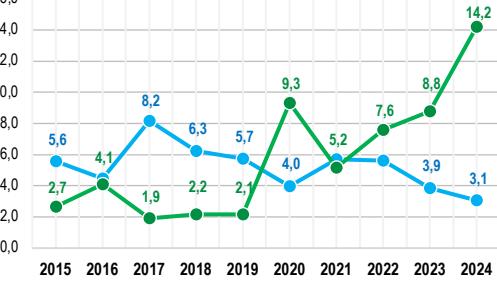


Salaires en % du PIB

Le chiffre de l'année 2024 est provisoire



● Emprunts intérieurs
○ ... extérieurs
Données annuelles en % du PIB



COMPTES EXTÉRIEURS

Une amélioration en trompe-l'œil qui recèle un essoufflement des échanges commerciaux

Le besoin de financement extérieur de la Tunisie a été quasiment divisé par quatre en 2024 en comparaison avec la moyenne des cinq dernières années

Les échanges commerciaux de la Tunisie (en % du PIB) se sont contractés en 2024 : 80,2% contre 85,4% en 2023 et 92,2% en 2022

C'est l'huile d'olive qui a permis une croissance des exportations tunisiennes de l'ordre de +3,0% en 2024

Les sorties de capitaux au titre des investissements de portefeuille sont supérieures aux entrées au titre des investissements directs

Le déficit de la balance des biens a en effet connu un redressement spectaculaire sur les onze premiers mois de l'année. Il devrait terminer l'année à -10,1% du PIB soit, le niveau le plus bas des 18 dernières années. Une évolution qui, au regard de l'amélioration de la balance des services (tourisme) et de la balance des transferts (transferts de revenus de la diaspora), a largement contribué à réduire le déficit des transactions courantes qui s'établit au terme des dix mois de l'année à -1,9% du PIB contre -5,5% en moyenne des cinq dernières années (2019-2023). Si bien que le besoin de financement extérieur de la Tunisie (solde du compte courant + solde du compte capital de la balance des paiements) a été quasiment divisé par quatre cette année par rapport à la moyenne des cinq dernières années : 1,45 MMDT vs 5,82 MMDT en moyenne 2019-2023.

Ce redressement a été obtenu au prix d'une contraction des échanges commerciaux : le total des exportations + importations représente 80,2% du PIB au terme des onze mois de l'année contre 85,4% et 92,2% resp. aux mêmes dates de 2023 et 2022. Des restrictions drastiques des achats à l'extérieur (les importations ont évolué au cours de la période allant de janvier - novembre au rythme annuel moyen de -0,6%) qui ont porté sur les achats de produits alimentaires (-25,4% en moyenne janvier-novembre) qui ont créées des pénuries et aussi sur les inputs industriels : -5,7% en moyenne janvier-novembre.

En 2024, un effet-prix (hausse du prix mondial de l'huile d'olive) a permis une croissance des exportations tunisiennes de l'ordre de +3,0% en moyenne sur les onze mois de 2024. En effet, c'est l'huile d'olive qui a permis d'entretenir une croissance moyenne de +43,8% depuis le début de l'année, des exportations de produits agroalimentaires cependant que les exportations de produits industriels ont reculé entre-temps de -2,3% et les produits miniers (phosphate) de -25,9%.

L'autre trait marquant de l'année 2024 est la contribution négative des investissements étrangers au financement du déficit courant. En effet, alors que les investissements directs ont progressé au cours des neuf premiers mois de l'année de +6,3% par rapport à la même période de l'an dernier, les investissements de portefeuille se sont traduits par un hausse vertigineuse des sorties de capitaux (+451,0%). Si bien que les flux nets d'investissements étrangers sont négatifs : -1,17 MMDT contre +1,15 MMDT durant la même période de 2023.

BILAN ÉCONOMIQUE 2024 Comptes extérieurs					
	En Millions dinars	2022	2023	2024	△ 2024/23
Exportations (a)		52,15	56,11	57,06	1,7%
Importations (a)		75,45	72,65	73,82	1,6%
SOLDE COMMERCIAL (a)	-23,30	-16,54	-16,76	1,4%	-29,0%
Recettes touristiques (a)	5,04	6,41	6,84	6,8%	27,2%
Transferts de la diaspora (a)	6,69	7,09	7,37	4,0%	6,0%
SOLDE COURANT (b)	-10,49	-3,84	-3,13	-18,4%	-63,4%
Investissements directs (c)	-1 527	-1 693	-1 801	6,3%	10,9%
Investissements de portefeuille (c)	747	540	2 975	451,0%	-27,7%
Emprunts extérieurs (c)	-6 526	-4 458	-2 020	451,0%	-27,7%
Avoirs devises en nombre de jours (a)	97	113	112	-0,9%	16,5%
	En % du PIB	2020	2021	2022	2024
Exportations + Importations (a)	68,2	75,5	92,2	85,4	80,2
Déficit commercial (a)	-9,8	-11,2	-16,8	-11,0	-10,3
Déficit transactions courantes (b)	-5,4	-4,8	-7,6	-2,5	-1,9
	En % du total des échanges	France	Italie	Union Euro	Afrique
2022 (c)		15,5%	15,6%	55,0%	9,4%
2023 (c)		15,9%	15,4%	56,1%	10,2%
2024 (c)		15,4%	15,2%	55,4%	10,0%
					15,3%

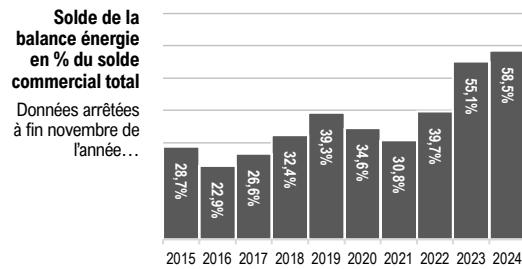
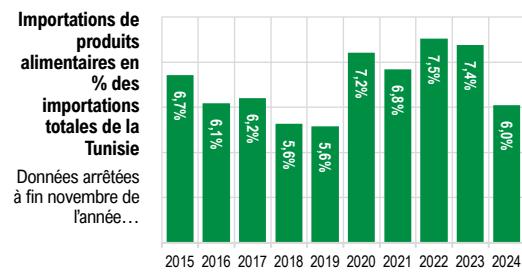
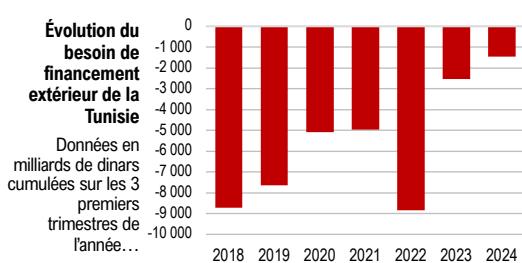
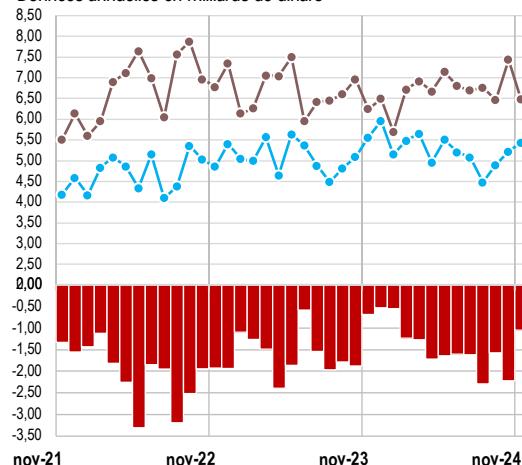
(a) _ Données de l'INS, arrêtées à fin novembre de l'année...

(b) _ Données de la BCT, arrêtées à fin octobre de l'année...

(c) _ Données de la balance des paiements publiées par la BCT, arrêtées à fin septembre de l'année...

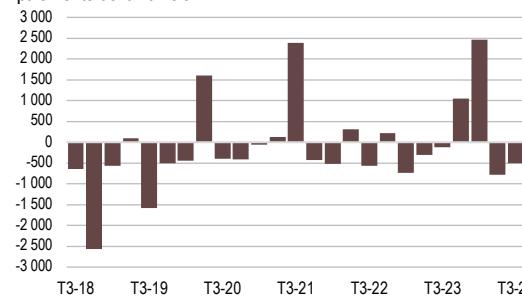
(d) _ Inclut, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, l'Egypte, l'A. Saoudite, Emirats, Iran et l'Ethiopie

● Exportations ● Importations ● Solde commercial
Données annuelles en milliards de dinars



Flux d'investissements étrangers nets (Investissements directs – investissements de portefeuille)

Données trimestrielles en milliards de dinars de la balance des paiements de la Tunisie



INFLATION, MONNAIE & CRÉDIT

En 2024, la politique monétaire a sombré dans l'illusion de la monnaie magique

Le changement du gouvernement de la Banque centrale de Tunisie en février a été mis à profit pour satelliser l'Institut d'émission

Les créances que la BCT détient sur l'État représentaient moins de 1% de son bilan il y a dix ans, plus de 30,2% à la fin de 2024

L'État s'est rabattu sur le marché domestique en 2024 pour suppléer l'assèchement des ressources extérieures

Le crédit bancaire est désormais accaparé à plus de 30% par l'État contre à peine 3% en 2000

Le maintien par la BCT de son taux directeur inchangé, apparaît futile pour lutter efficacement contre l'inflation

En 2024, la Tunisie a renoué avec la magie ; celle de la monnaie magique. Le changement du gouvernement de la Banque centrale de Tunisie en février a été mis à profit pour satelliser l'Institut d'émission et le mettre en ordre de marche pour servir la politique budgétaire. Pour suppléer l'insuffisance de ses recettes propres et pallier le tarissement des financements extérieurs, le recours au marché domestique est devenu en 2024, la seule voie praticable pour l'État. Elle l'est d'autant plus que pour les pouvoirs publics, la Banque centrale est en mesure de créer de la monnaie, gratuitement et sans limite.

Telle est la doxa qui a présidé à la politique économique de la Tunisie en 2024. Pour combler son déficit et by-passier sa mise à l'index par la finance internationale, l'État a entrepris d'asservir la BCT pour y puiser les ressources dont il a besoin. Le phénomène ne fait que commencer : les créances que la BCT détient sur l'État représentaient moins de 1% de son bilan il y a dix ans, 18,5% en 2021 et plus de 30,2% à la fin de cette année.

Outre le recours au financement direct de la BCT, l'État s'est également rabattu sur le marché domestique pour suppléer l'assèchement des ressources extérieures. Près de 89% des ressources d'emprunt contractés au cours des neuf premiers mois de l'année, proviennent du système financier local. La quantité de monnaie en circulation dans l'économie a augmenté cette année encore, à un rythme sans rapport avec l'activité de production de richesses : +10,5% en moyenne depuis le début de l'année. Une croissance qui, en dépit du recul des entrées nettes de devises et du tarissement à un plus bas historique du crédit bancaire à l'économie (+1,6% sur un an), est due quasi exclusivement aux crédits consentis à l'État : +31,2% par rapport à l'an dernier. Le crédit bancaire qui constitue la source quasi exclusive de création monétaire en Tunisie, est désormais accaparé à plus de 30% par l'État contre à peine 3% en 2000 cependant que l'économie qui bénéficiait de 97,5% des crédits en 2000 doit se contenter désormais de moins de 70%.

Face à cette dérive, le maintien par la Banque centrale de son taux directeur à 8,0% sans changement, apparaît inconsistant pour lutter efficacement contre l'inflation. Celle-ci est restée élevée en 2024 : 7,1% en moyenne des 11 mois de l'année et 10,7% pour les prix des produits alimentaires libres.

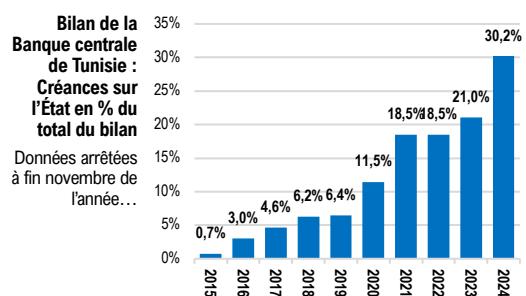
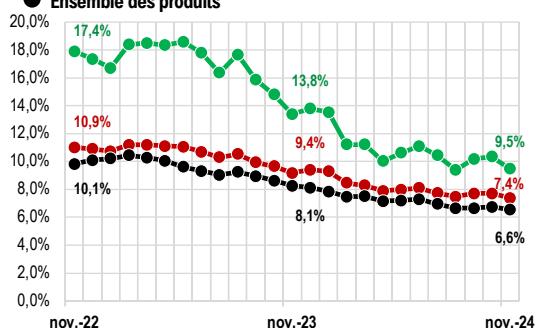
BILAN ÉCONOMIQUE 2024 | Inflation, monnaie & crédit

Variation sur un an...	2020	2021	2022	2023	2024
Prix à la consommation	5,7%	5,6%	8,1%	9,5%	7,1%
Prix libres	5,7%	5,6%	8,7%	10,5%	8,0%
Prix alimentaires libres	5,1%	6,4%	12,3%	16,9%	10,7%
Masse monétaire M3	11,1%	9,5%	7,7%	7,7%	9,4%
Billets & monnaies	16,5%	8,0%	5,5%	10,9%	11,2%
Avoirs extérieurs nets	29,7%	-7,2%	5,9%	24,9%	-8,5%
Crédits à l'État Central	29,7%	33,9%	18,5%	20,3%	31,2%
Crédits à l'économie	8,5%	5,5%	7,6%	3,7%	1,9%
BCT /Total bilan en % du PIB	27,2	26,4	29,4	29,5	29,6
BCT /Créances sur l'État en % bilan	11,5%	18,5%	18,5%	21,0%	30,2%
BANQUES /Crédits à l'État	19,5%	25,8%	8,7%	9,3%	25,0%
BANQUES /Créances sur l'économie	8,1%	5,3%	7,7%	3,4%	1,6%
BANQUES /Dépôts à vue	15,7%	16,2%	1,1%	3,8%	11,5%
BANQUES /Dépôts d'épargne	6,6%	6,5%	11,9%	8,4%	8,8%
BANQUES /Crédits / dépôts	136,3%	130,5%	129,9%	126,4%	117,5%
Taux directeur	6,25	6,25	8,00	8,00	8,00
Taux du marché monétaire	6,12	6,25	7,22	7,99	7,99
Taux des obligations à 10 ans	9,814	9,725	9,809	9,976	9,872

SOURCE : Banque centrale de Tunisie

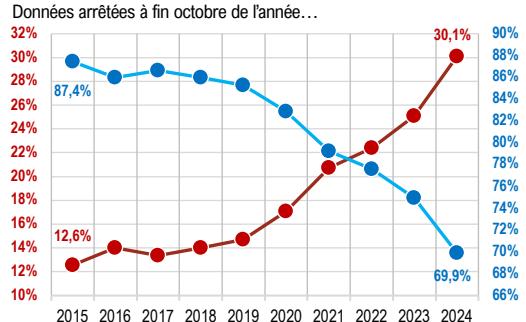
Variation en glissement annuel, de l'indice mensuel des prix :

- Produits alimentaires libres
- Produits libres
- Ensemble des produits



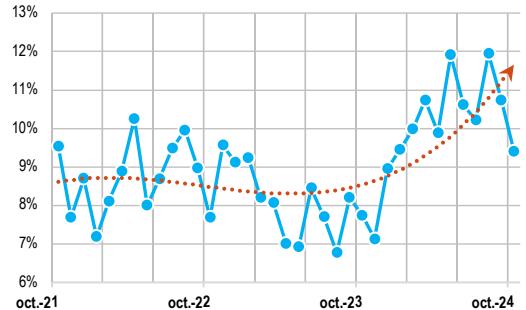
Distribution des crédits intérieurs selon le bénéficiaire :

- Ensemble de l'économie
- État



Variation en glissement annuel, de la masse monétaire M3

Données mensuelles



DETTE DE L'ÉTAT – DETTE EXTÉRIEURE

La dette est toujours insoutenable, l'usage qui en est fait est insupportable

La diminution de l'endettement extérieur de l'État a été plus que compensée en 2024 par le recours à l'endettement intérieur

La part de la dette de l'État tunisien d'origine intérieure va pour la première fois dépasser en 2024 la part de la dette extérieure

Le service de la dette de l'État va accaparer plus de la moitié de ses recettes fiscales

Le stock de dette extérieure arrêté au terme de la première moitié de l'année, s'établit en recul pour la deuxième année consécutive

Hausse en 2024 de la part de la dette extérieure à court terme

Les efforts déployés dans le cadre de la politique du « compter sur soi », pour réduire la dette de l'État ne sont guère concluants. La diminution de l'endettement extérieur a été plus que compensée par le recours à l'endettement intérieur si bien que l'État tunisien devrait terminer l'année 2024 avec un stock de dette supérieur de dix milliards de dinars environ à celui de 2023. Un stock qui devrait représenter 82,2% du PIB contre 83,0% en 2023 selon les estimations du ministère des Finances. Bien davantage selon les estimations du FMI (83,7% en 2024 vs 82,4% en 2023) et celles de TEMA : 83,8% aussi bien en 2023 qu'à la fin de cette année.

Ce qui marquant en 2024, c'est le recours de l'État au marché domestique pour satisfaire son besoin d'endettement. C'est à tel point que la part de la dette d'origine intérieure va pour la première fois dépasser cette année, la part de la dette extérieure : 52,4% vs 47,6% (chiffres arrêtés à fin septembre de l'année).

L'autre fait marquant de l'année 2024, c'est l'enflure du service de la dette de l'État. Il devrait s'établir selon le ministère des Finances à 25,0 milliards de dinars contre 20,8 en 2023 et accaparer plus de la moitié des recettes fiscales : 59,2% selon notre estimation basée sur les chiffres du ministère des Finances contre 54,5% en 2023.

Faute de bailleurs de fonds et de conditions d'emprunt à l'international acceptables, pour cause de rupture avec le FMI, la Tunisie a considérablement réduit la voilure en 2024. Le stock de dette extérieure arrêté au terme de la première moitié de l'année, s'établit en recul pour la deuxième année consécutive : 128,5 milliards de dinars contre 129,6 et 130,8 milliards respectivement pour les mêmes périodes de 2023 et 2022.

Bien que partiels, les chiffres disponibles révèlent qu'il s'agit d'une dette à échéance qui raccourcit. La part de la dette extérieure à court terme s'établit cette année à fin juin, à 36,4% contre 30,9% il y a juste un an et 26,8% en moyenne des cinq dernières années.

En dépit du reflux du stock, la charge de la dette extérieure a continué d'enfler en 2024 pour s'établir à un plus haut historique : 13,3 milliards de dinars à fin novembre (4,0 milliards de dollars environ) après 10,9 milliards à fin novembre 2023 (3,5 milliards de dollars). Une charge qui a absorbé la quasi-totalité (93,5%) des recettes générées par le tourisme et les transferts de la diaspora.

BILAN ÉCONOMIQUE 2024 | Dette

Variation sur un an...	2020	2021	2022	2023	2024 (a)
DETTE DE L'ÉTAT TUNISIEN (en milliards dinars sauf indication contraire)					
Encours de la dette	93,0	104,3	114,9	126,5	136,7
Dont, part de la dette extérieure	65,9%	60,4%	58,0%	52,7%	46,0%
Encours total en % du PIB	77,9	79,7	83,0	83,9	83,8
Service de la dette	11,1	14,8	14,4	20,7	25,0
Dont, intérêts	3,7	3,7	4,7	5,8	6,4
Dont, principal	7,4	11,1	9,8	14,9	18,6
... en % recettes fiscales	41,0%	48,7%	40,7%	54,5%	59,2%
DETTE EXTÉRIEURE DE LA TUNISIE (en milliards dinars sauf indication contraire)					
Encours de la dette extérieure (b)	117,4	123,0	131,2	135,3	128,0
... Part de la dette à court terme (b)	28,4%	30,5%	32,5%	35,4%	39,3%
Encours ... en % du PIB (b)	98,2	94,0	94,8	89,7	79,7
Service de la dette extérieure (b)	8,3	10,6	8,9	11,7	13,4
... en % du PIB (b)	6,8	8,0	6,4	7,8	8,6
... en % recettes d'exportation (b)	21,2	22,4	15,4	18,9	24,2
... en % recettes (c)	103,6	105,6	69,6	81,0	94,3

(a) _ Données estimatives du ministère des Finances

(b) _ Données de la BCT; le chiffre de l'année 2024 est une estimation TEMA

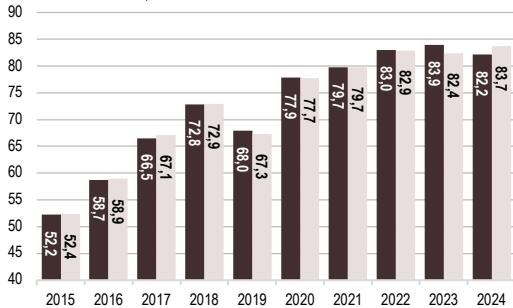
(c) _ Service dette extérieure en % des recettes (vrutes) du tourisme + transferts de revenus de la diaspora

Dette de l'État tunisien en % du PIB :

Estimation ministère des Finances

... FMI

Données annuelles ; les chiffres de l'année 2024 sont des estimations

**Dette de l'État tunisien selon**

l'origine : Intérieur Extérieur

En % de la dette totale

Données arrêtées à fin septembre de l'année...

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

40,2% 39,5% 34,8% 28,6% 39,0% 43,2% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

35,2% 39,5% 34,8% 28,6% 39,0% 43,2% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

59,8% 60,5% 66,6% 71,4% 56,8% 52,4% 47,6% 50,2%

2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024

IMAGE & ATTRACTIVITÉ

La Tunisie continue à dégrader son image dans le monde et à cultiver un climat des affaires qui fait fuir les investisseurs

En dépit de la chasse à la corruption, celle-ci reste endémique et a même continué à pulluler comme en témoigne la poursuite du recul de la Tunisie au classement mondial de Transparency International

Malgré le tout-social... la Tunisie recule de 19 places au classement mondial 2024 établi par l'ONG Social Progress Imperative

L'immobilisme en matière de réformes et la détérioration des comptes publics, plombent l'attractivité de la Tunisie pour les investisseurs

Selon Arab Barometer, près de la moitié des Tunisiens souhaitent quitter leur pays...

Pour l'OCDE, la Tunisie est champion d'Afrique en matière de pression fiscale

Accentuation du retard du pays en matière de préparation aux réseaux et aussi en matière de transition énergétique

L'image de la Tunisie déjà bien écornaée depuis la fin des années 2010 en raison de la dégradation de sa gouvernance économique, ne s'est guère améliorée en 2024. C'est ce qu'indiquent les différents indicateurs de benchmarking publiés au cours de l'année. L'espace des libertés économiques s'est dégradé comme l'illustre le recul de 18 places au classement mondial de la fondation *Heritage Foundation*. En dépit de la chasse à la corruption, celle-ci reste endémique et a même continué à pulluler comme en témoigne la poursuite du recul de la Tunisie au classement mondial établi par l'ONG, *Transparency International*. Le pays innove de moins de moins en moins si l'on se réfère à son classement selon l'indice mondial de l'innovation de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (ONU - WIPO). Le tout-social qui marque la politique économique conduite depuis la mi-2021, n'a même pas contribué au progrès social lorsque l'on considère le recul de 19 places au classement mondial selon l'indice du progrès social établi par l'ONG, *Social Progress Imperative*.

Une détérioration de l'image du pays qui rejaillit sur son attractivité pour les investisseurs aussi bien locaux qu'étrangers. Elle apparaît notamment à travers son immobilisme en matière de réformes économiques pour endiguer la mauvaise gestion de ses finances publiques, son recours excessif à la planche à billets pour financer son budget et... la chétivité de sa croissance économique, la plus faible de tous les pays de la région de la méditerranée du Sud comme le met en exergue la BERD.

Et de fait, la Tunisie a confirmé en 2024 son image de pays repousoir pour les investisseurs ; un pays que même ses jeunes et ses compétences désertent. Près de la moitié des Tunisiens souhaitent quitter leur pays et 7 jeunes sur dix envisagent d'émigrer, estime une enquête du réseau de recherche Arab Barometer. Le pays n'est guère propice à l'investissement au vu de sa fiscalité qui consolide dans le dernier rapport de l'OCDE, sa position de champion d'Afrique en matière de pression fiscale comme l'illustre le graphique ci-contre.

Davantage que la fiscalité, c'est aussi le retard du pays en matière de préparation aux réseaux et aussi en matière de transition énergétique pour ne citer que les plus importants, qui fait que la Tunisie reste en 2024, un contre-modèle qui tourne le dos au reste du monde et conduit une politique économique atypique qui le conduit tout droit au déclin et l'appauvrissement.

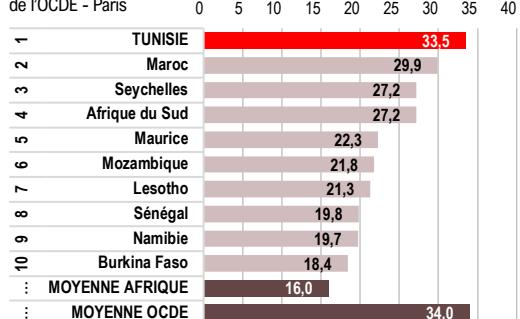
BILAN ÉCONOMIQUE 2024 | Image et attractivité

Rang mondial de la Tunisie en...	2020	2021	2022	2023	2024	Nb pays
Indice de liberté économique (a)	128	119	128	132	150	/176
Indice perception de la corruption (b)	69	70	85	87	..	/180
Indice de démocratie (c)	54	75	85	82	..	/167
Indice mondial de l'innovation (d)	65	71	73	79	81	/133
Entrepreneuriat (e)	77	76	67	70	74	/89
Attractivité investissements étrangers (f)	82	83	84	80	88	/106
Ecosystème Startup (g)	77	82	83	91	90	/100
Indice transition énergétique (h)	89	88	..	89	89	/120
Indice du progrès social (i)	51	55	58	72	91	/170
Recettes fiscales en % du PIB (j)	32,4	32,5	33,5
Network Readiness Index (k)	91	87	84	88	96	/133

SOURCES : (a) Heritage Foundation - (b) Transparency International - (c) The Economist - (d) WIPO
 (e) US News & World Report - (f) Milken Institute - (g) StartupBlink - (h) World Economic Forum
 (i) Social Progress Imperative - (j) OCDE; Statistiques des recettes publiques en Afrique - (k) Portulans Institute

Total des recettes fiscales (y compris les cotisations de sécurité sociale) en pourcentage du PIB dans le Top 10 des pays d'Afrique

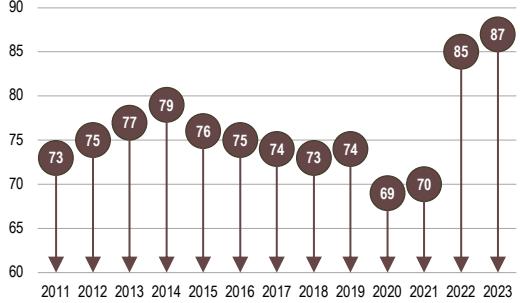
SOURCE : Statistiques des recettes publiques en Afrique – Édition 2024 de l'OCDE - Paris



Indice de perception de la corruption : rang mondial de la Tunisie

N.B _ Le nombre total de pays compris entre 167 et 180 selon l'année

SOURCE : Transparency International



Attractivité de la Tunisie pour les investissements étrangers ...

Écart de rang entre 2023 et 2024

Indice du Milken Institute



Écosystème startup : rang de la Tunisie :

Mondial sur 100 pays

Régional sur 19 pays

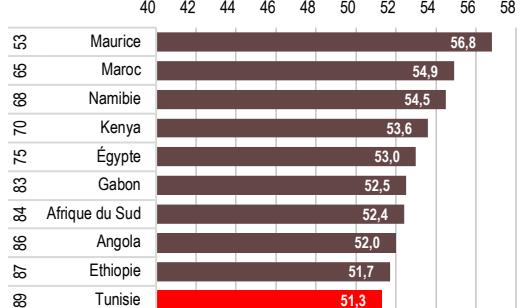
SOURCE : StartupBlink

2020 2021 2022 2023 2024



Indice de transition énergétique : rang de la Tunisie dans le Top 10 des pays d'Afrique

SOURCE : WEF – Forum économique mondial



Tendances

de l'année 2024

Données relevées le :
Vendredi 27 décembre 2024EURO / DINAR
Taux quotidienBOURSE DE TUNIS
TunindexMARCHÉ MONÉTAIRE
TMMAVOIRS DEVISES
Nombre de joursPRIX DU PÉTROLE
Brent en dollars

CHANGE

	Unité	Valeur	A 1 semaine	+bas à 1 an	+haut à 1 an
MARCHÉ DES CHANGES INTERBANCAIRE DE TUNISIE					
Euro	1 €	3,3195	3,3185	3,3185	3,4013
Dollar US	1 \$	3,1854	3,1830	3,0275	3,1863
Yuan Chinois	1 Yuan	0,4378	0,4373	0,4259	0,4396
Dirham Maroc	10 DH	3,1736	3,1816	3,0781	3,1951
Dinar Algérien	10 DA	0,2359	0,2377	0,2262	0,2384
Dinar Libyen	1 DL	0,6499	0,6530	0,6368	0,6543
TAUX DE CHANGE					
Euro / Dollar	1 €	1,0424	1,0430	1,0374	1,1194
Dollar / Yuan	1 \$	7,2988	7,2964	7,0106	7,2988

BOURSE

	Unité	Valeur	A 1 semaine	+bas à 1 an	+haut à 1 an
TUNINDEX					
TUNINDEX	100 = 1997	9886,98	9884,50	8310,71	9991,55
TUNINDEX20	..	4354,08	4359,11	3636,26	4445,54
Transactions	MDT	61,0	88,9	7,6	174,3
LES PLUS FORTES HAUSSES					
MAGHREB INTER PUB	11,11%	MAGHREB INTER PUB	-11,11%		
MPBS	6,00%	STA	-5,99%		
CARTHAGE CEMENT	6,00%	ARTES	-5,94%		
BOURSES ÉTRANGÈRES					
	Valeur	A 1 semaine	+bas à 1 an	+haut à 1 an	
DOW JONES	42992,21	42840,26	37466,11	44910,65	
CAC 40	7355,37	7274,48	7231,95	8219,14	
EURO STOXX 50	4898,88	4862,28	4448,83	5085,08	
CASABLANCA - MASI	14648,53	14721,45	12092,88	14886,65	
ASIE - S&P/ASX 200	8261,80	8066,96	7421,24	8436,23	

TAUX D'INTÉRÊT

		Valeur	A 1 semaine	+bas à 1 an	+haut à 1 an
BCT-TUNISIE					
Taux quotidien		7,99	7,99	7,95	8,00
TUNIBOR 12 MOIS		9,77	9,66	9,65	9,85
Taux à 10 ans		9,859	9,876	9,858	9,992
BANK AL-MAGHRIB					
Taux directeur : 2,50% - 17 décembre 2024					
MONIA		2,457	2,435	2,435	3,000
Taux à 10 ans		3,160	3,170	3,130	3,870
BCE - ZONE EURO					
Taux refi : 3,00% - 12 décembre 2024					
ESTER		2,909	2,919	2,909	3,913
BUND à 10 ans		2,38	2,28	2,02	2,68
FED - ÉTATS-UNIS					
Taux directeur : 4,25-4,50% - 18 décembre 2024					
FED FUNDS effective Rate		4,50	4,50	4,50	5,31
Treasury Bonds 10 ans		4,59	4,51	3,63	4,70

LIQUIDITÉ

	Période	A 1 semaine	Plus bas	Plus haut
<i>Millions de dinars</i>				
Solde CC Trésor	859,9	814,0	240,8	4656,6
Solde CC des banques	223,8	273,3	151,7	728,4
<i>Milliards de dinars</i>				
Billets & monnaies	22,36	22,04	20,11	22,67
Appel d'offres BCT	4,70	4,10	3,20	6,30
Refinancement BCT	12,16	12,01	11,07	16,07
Avoirs devises	25,59	25,17	22,62	26,83
Nombre jours import	115	113	103	122

MATIÈRES PREMIÈRES

	Unité	Valeur	A 1 semaine	+bas à 1 an	+haut à 1 an
DONNÉES HEBDOMADAIRE					
Pétrole Brent	\$/Baril	73,36	72,80	70,83	92,18
Blé à Chicago	BCOMWH	4,1548	4,1085	4,1085	5,9248
Cuivre	\$/tonne	8845,7	8770,2	8152,7	10307,7
Or	\$/Once	2629,7	2646,8	2010,9	2749,2
CRB - REUTERS	100 = 1958	350,20	348,49	302,29	351,86
BALTIC DRY INDEX USD	997,0	976,0	976,0	2350,0	
DONNÉES MENSUELLES : NOVEMBRE 2024					
Huile d'olive (a)	\$/tm	8771,1	8923,7,6	8703,6	10281,4
Phosphate brut	\$/tm	152,5	152,5	152,5	347,5
DAP	\$/tm	574,5	573,4	522,0	617,5

(a) _Prix moyen du mois de : octobre 2024 / Source : FMI

CHANGE | Le dinar termine l'année 2024 sur une appréciation face à l'euro mais s'est déprécié face aux autres monnaies

C'est ce que révèle la comparaison entre le taux de change moyen du mois de décembre 2024 et celui du même mois de l'an dernier. Le dinar enregistre une appréciation de 1,8% en glissement annuel face à la monnaie européenne. En revanche, il s'est déprécié face aux autres monnaies qui intéressent la Tunisie (voir graphique ci-contre).

BOURSE | La Malgré un quatrième trimestre en repli, le Tunindex finit l'année sur un gain de près de 13,5%

La Bourse de Tunis termine une année 2024 faste pendant laquelle le marché a progressé pratiquement sans discontinuer tout au long des 9 premiers mois de 2024 avant de trébucher et de céder du terrain au 4ème trimestre. Le marché n'a cependant pas réussi à retrouver le niveau d'activité de l'année 2023 : le volume hebdomadaire moyen des échanges s'établit à 28,6 MDT contre 29,1 MDT en 2023. Après avoir battu à maintes reprises son propre record et raté de peu les 10 mille points, le Tunindex termine l'année 2024 sur un gain de +13,0%.

TAUX D'INTÉRÊT | La baisse des taux d'intérêt qui a prévalu quasiment dans tous les pays du monde, n'a pas concerné la Tunisie

2024, restera dans les annales une année presque record par la baisse des taux directeurs. Les mesures d'assouplissement sont justifiées par la désinflation. Deux phénomènes qui n'ont pas concerné la Tunisie. L'inflation est restée élevée et menaçante empêchant la BCT de procéder à une baisse de son taux directeur.

LIQUIDITÉ | La financement direct par la BCT a atténué le refinancement des banques en 2024

En 2023, le volume global de refinancement des banques a évolué entre un minimum de 12,6 MMDT et un maximum à 16,9 MMDT cependant qu'en 2024, le minimum est tombé à 11,1 MMDT et le maximum à 16,1 MMDT.

RÉSERVES EN DEVISES | Les avoirs de réserve en recul en fin d'année par rapport à la même période de l'an dernier : 114 vs 119 jours

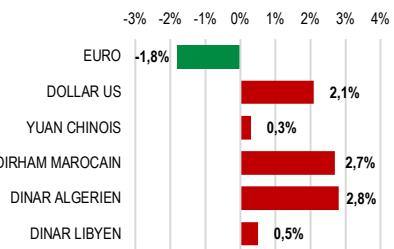
Les avoirs de réserve s'établissent en fin d'année à 25,6 MMDT correspondant à la couverture de 114 jours d'importations environ contre 26,4 MMDT à la fin de l'an dernier et 119 jours de couverture des importations. Un recul qui s'explique fondamentalement par le recours direct du Trésor public au financement auprès de la BCT.

MATIÈRES PREMIÈRES | Le prix moyen du baril de pétrole (Brent) en 2024, ressort légèrement sous la barre des 80 dollars

Selon les relevés hebdomadaires de TEMA, le prix moyen du baril de Brent s'établit à 79,9 dollars après 82,3 dollars en moyenne en 2023. Une tendance de fond à la baisse qui semble se confirmer malgré les tensions géopolitiques. La Banque Mondiale prévoit une poursuite de la baisse en 2025 avec un baril de Brent à 73,0 dollars.

Taux de change du dinar tunisien

Variation en g.a déc 2024 / déc 2023



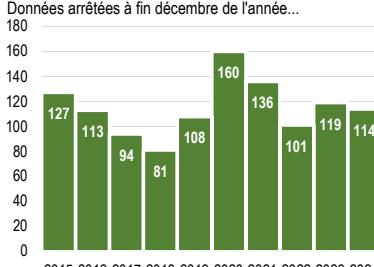
Bourse de Tunis : TUNINDEX en 2024

Variation en glissement annuel



Avoirs en devises en Milliards de dinars

Données arrêtées à fin décembre de l'année...



Prix du pétrole brut - Brent

Données hebdomadaires en dollars U.S

